

L'influence de la bonne gouvernance sur les délocalisations de services en Afrique du Nord

Van-Brentano, NDOUNIAMA ONIONGUI

Doctorant

5, rue Laaroussi Abederrahim, Hay al hikma (Oujda)

+212674755807

van.ndouniama@ump.ac.ma

Résumé

Il est couramment approuvé que la bonne gouvernance joue un rôle adéquat en matière d'attractivité des délocalisations de services dans un pays. Est-il le cas pour les pays de l'Afrique du Nord ? Pour répondre à cette problématique, nous avons utilisé l'économétrie de données de Panel ARDL PMG en système¹ (1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1) sur les données collectées sur les quatre pays de l'Afrique du Nord² durant la période allant de 2000-2019. Les résultats de l'estimation économétrique montrent que l'effet retour est négatif et significatif pour tous ces pays cela renvoie à dire qu'il existe une relation de long-terme entre nos variables explicatives et la variable endogène. Ainsi, le niveau de salaire est la seule variable qui attire les délocalisations de services à court et à long-terme. Cependant, la croissance économique, le capital humain et le taux de change sont des facteurs qui attirent les délocalisations de services seulement à court-terme.

Mots clés : Afrique du Nord, Analyse en composantes principales, bonne gouvernance, délocalisations de services et Panel ARDL PMG en système.

Classification JEL : E02, E14, F21, F60

Abstract

It is commonly agreed that good governance plays an adequate role in the attractiveness of service offshoring in a country. Is this the case for North African countries? To answer this question, we used ARDL PMG panel data econometrics in a (1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1) system on data collected on the four North African countries during the period 2000-2019. The results of the econometric estimation show that the return effect is negative and significant for all these countries, which means that there is a long-term relationship between our explanatory variables and the endogenous variable. Thus, the wage level is the only variable that attracts service offshoring in the short and long run. However, economic growth, human capital and the exchange rate are factors that attract service offshoring only in the short run.

Keywords: North Africa, Principal Component Analysis, good governance, service offshoring, and the ARDL PMG Panel in System.

JEL classification: E02, E14, F21, F60

¹ Autorégressifs et à retards échelonnés et la méthode Pooled Mean Group qui est préférée pour les échantillons de petite taille. Cet estimateur permet d'établir une distinction entre dynamique de court terme et dynamique de long terme qui tient compte de l'hétérogénéité des pays. Pour résoudre les problèmes d'endogénéité et d'hétérogénéité dans une spécification dynamique, on utilise les estimateurs fondés sur la PMG en système.

² Maroc, Algérie, Tunisie et l'Egypte.

تأثير الحكم الرشيد على نقل الخدمات إلى الخارج في شمال إفريقيا

لاستكمال

من المتفق عليه بشكل عام أن الحوكمة الرشيدة تلعب دوراً مناسباً من حيث جاذبية نقل الخدمات إلى الخارج في بلد ما. هل هذا هو الحال بالنسبة لدول شمال أفريقيا؟ للإجابة على هذه المشكلة ، استخدمنا بيانات الاقتصاد القياسي للوحة ARDL PMG في النظام (1 ، 1 ، 1 ، 1 ، 1 ، 1 ، 1) على البيانات المقدمة عن البلدان الأربعة في جنوب إفريقيا. الشمال خلال الفترة من 2000-2019. تظهر نتائج التقدير القياسي أن تأثير العائد سلبي ومعنوي لجميع هذه البلدان ، مما يشير إلى وجود علاقة طويلة الأمد بين المتغيرات التفسيرية والمتغير الداخلي. وبالتالي ، فإن مستوى الراتب هو المتغير الوحيد الذي يجذب نقل الخدمات إلى الخارج على المدى القصير والطويل. ومع ذلك ، فإن النمو الاقتصادي ورأس المال البشري وسعر الصرف هي عوامل لا تجتذب نقل الخدمات إلى الخارج إلا على المدى القصير.

شمال إفريقيا ، تحليل المكونات الرئيسية ، الحوكمة الرشيدة ، نقل الخدمات إلى الخارج ولوحة : **الكلمات الدالة**
في النظام ARDL PMG

Introduction

La mondialisation se définit analytiquement comme l'accélération sans précédent de la liberté de localisation des firmes dans l'espace mondial (El Mouhoub Mouhoud, 2006). Les délocalisations constituent l'une des facettes de la mondialisation, et un facteur adéquat dans l'internationalisation des processus de production des firmes multinationales³.

En effet, les mécanismes de délocalisations ont pris un essor considérable depuis quelques décennies. Ceux-ci sont marqués par une baisse des coûts de transport, le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) qui entraînent une mutation profonde de l'économie mondiale.

Cependant, la délocalisation des services n'est pas un phénomène récent. Le concept a été utilisé pour la première fois en 1974 pour remplacer la notion du transfert de production pour expliquer les déplacements des capitaux.

Ces mouvements spécifiques dans le secteur de services représentent un aspect très particulier des délocalisations. Si les firmes transnationales sont attirées habituellement par les matières premières; l'ouverture commerciale; le taux de change ou la taille du marché; les déterminants des délocalisations dans le domaine des services sont plus complexes.

Ainsi, dans son travail portant sur l'économie urbaine et régionale : Logique spatiale des mutations économiques, Mario Polèse (1994) se pose la question de savoir : « pourquoi une firme multinationale choisit-elle d'implanter l'une de ses filiales dans tel pays d'accueil ou dans telle région plutôt que dans tel ou telle autre ? ». Cette question a suscité la réflexion des économistes.

A cela, plusieurs déterminants ont expliqué ce choix de délocalisations. Si les uns présument que c'est le coût de production; la proximité géographique; les infrastructures des technologies d'information et de la communication; le capital humain et bien d'autres. En effet, Coward (2003) pense que le salaire constitue le facteur indispensable pour un secteur dont les dépenses dépendent du personnel et à la forte capacité de désintégration notamment dans le secteur des services. De même, Dunning (1993) suppose que c'est l'avantage spécifique de la firme ; de la localisation et enfin de l'internalisation qui développent ce mécanisme. Quant à Finlay et King (1999), l'accès facile à un personnel compétent et qualifié, contribue à la diminution des coûts. C'est ainsi que les firmes qui ont développé par exemple des applications informatiques préfèrent s'installer à l'Inde car les programmeurs ont les qualifications appropriées par contre d'autres supposent que c'est la bonne gouvernance qui constitue le facteur clé des délocalisations de services.

³ D'après Michalet A. (1999), est une grande entreprise nationale qui détient plusieurs filiales de production dans plusieurs pays.

Le but de ce papier est de connaître de quelle mesure la bonne gouvernance influence-t-elle sur les délocalisations de services en Afrique du Nord ? Certes, beaucoup d'études empiriques ont traitées l'impact de la bonne gouvernance sur les investisseurs directs à l'étranger (Ndouniama Oniongui, V., Kouchad, I., et Dinar, B. 2021) mais à notre connaissance il n'y a pas des études qui ont abordées exclusivement l'influence de la bonne gouvernance sur les délocalisations de services en utilisant l'exportation des services comme variable endogène.

Cet article constitue le premier travail à vouloir rebondir sur cette problématique. En outre, ce travail se démarque de l'assertion généralement admise selon laquelle, les délocalisations de services sont plus attirées par les ressources naturelles. Ainsi, il enrichit la littérature sur les déterminants de ces dernières en associant les variables de gouvernance.

Pour bien mener cet exercice, nous allons faire une analyse en composantes principales tout en respectant les différentes conditions (Soman, K., Ndouniama Oniongui, V. et Hachemi, B. 2021) pour trouver un seul indice composite politique⁴ et ensuite recourir à l'économétrie des données de Panel ARDL PMG en système.

La suite de ce papier se fera de la manière suivante : la section 1 fait mention de la revue de littérature, la section 2, traite les déterminants des délocalisations de services, la section 3, met un accent particulier sur l'état de lieux de la bonne gouvernance et les délocalisations de services en Afrique du Nord, la section 4, présente la méthodologie, la section 5, les résultats et enfin la section 6, va s'occuper de la conclusion.

1. Revue de littérature

La littérature a accordé une attention profonde de la bonne gouvernance en matière d'attractivité des délocalisations de services⁵. Elle illustre les différentes facettes dont la bonne gouvernance pourrait attirer les délocalisations de services. Il existe plusieurs moyens auxquels la bonne gouvernance influe sur les délocalisations de services. La première manière que cette dernière influe sur les délocalisations de services dans un pays est au niveau de la production. Dans un rapport d'étude sur les perspectives de l'économie mondiale en 2006, le Fond Monétaire International (FMI) a confirmé que les pays dont le niveau de production

⁴ C'est un indice qui regorge en son sein six indicateurs de la bonne gouvernance comme la voix et responsabilité ; le contrôle de la corruption ; la règle de droit ; l'efficacité gouvernementale et la qualité réglementaire. D'ailleurs d'après Buchanan et al. (2012), les indices composites facilitent les interprétations des résultats.

⁵ Ici les délocalisations sont considérées au même titre que les IDE car elles sont génératrices d'emplois supposées générales dans l'ensemble.

croît d'une manière appropriée, ce sont des pays qui ont en amont des bonnes institutions qui sont solides, un bon système financier et un bon climat des affaires.

Il est indispensable de noter une relation entre la bonne gouvernance et la production c'est-à-dire la croissance économique. La bonne gouvernance influe sur la croissance économique dans la mesure où en parlant du lien entre les institutions et la croissance économique, la littérature emprunte la définition de Douglass North (Prix Nobel en 1993). Selon cette définition « les institutions sont les règles du jeu dans une société, ou plus formellement, ce sont les contraintes humaines conçues qui déterminent les interactions humaines ». Il est intéressant de connaître comment les institutions peuvent favoriser la croissance économique.

Les institutions formelles (la bonne gouvernance) impactent sur la croissance économique dans le contexte où, elle réduit les coûts de transaction, permet d'éviter les marchés noirs et augmente le respect de droit de propriété.

Ainsi, De Soto (2000)⁶ explique que les institutions de droit de propriétés constituent une source importante de la croissance économique. Pour cela, il va différencier les pays développés et en voie de développement et finit par conclure que l'un des principaux problèmes du sous-développement est que dans de nombreux pays sous-développés, les droits de propriétés ne sont pas clairement attribués à un propriétaire particulier et ne peuvent être utilisés comme garantie pour générer de nouveaux capitaux. Cependant, les droits de propriétés associés à une loi appropriée par les protégés, selon De Soto est le fil conducteur de la réussite économique. L'idée De Soto(2000) est que cette distinction entre pays développés et non développés se trouve à travers les droits de propriétés. Dans les pays développés, on respecte le principe de droit de propriétés par contre dans les pays en voie de développement, ils sont bafoués. Au travers de l'idée de ce dernier, nous comprenons que le respect des droits de propriétés impacte sur la croissance économique en augmentant la production et en faisant à ce que le pays puisse avoir des taux de croissance positifs.

Il est important de noter qu'aucun investisseur ne va vouloir investir dans un pays qui a des taux de croissance nuls ou négatifs. Le taux de croissance représente pour un investisseur l'état de santé de ce pays. La conception essentielle est que les institutions impactent sur la croissance économique (Ndouniama Oniongui, V., et Legssyer, M. 2021) et cette dernière est un vecteur important pour les investisseurs c'est-à-dire celle-ci influe sur les délocalisations de services (Ech-Chbani A., 2012).

Enfin, nous avons le niveau de sécurité car un environnement institutionnel

⁶ Cité par (El Morchid B., 2010).

solide assure non seulement la sécurité des personnes mais aussi la sécurité des biens et des transactions. L'Etat et les institutions modernes apportent une forte sécurité des contrats, celles assurées par les instances traditionnelles des sociétés. La sécurité des transactions et de droits de propriétés vont donc dans le même sens avec un cadre institutionnel pertinent.

Par ailleurs, selon Easterly (2005), les institutions qui renvoient aux arrangements sociaux tels que la voix et responsabilité, l'état de droit et bien d'autres jouent un rôle adéquat en matière des délocalisations de services. Ainsi, la majorité des études se sont basées sur l'effet négatif de la corruption sur les délocalisations pour illustrer le lien entre les institutions et les délocalisations de services. Conçu comme une faiblesse intime des autorités compétentes dans un pays. Soulignons que la corruption décourage les investisseurs. Lors d'une étude effectuée par Wei (1997, 2000), en choisissant l'investissement bilatéral de douze (12) pays d'origine vers quarante-cinq (45) pays hôtes, son étude démontre que la corruption est un handicap pour les entrées des délocalisations de services. A cela, le paiement des pots-de-vin est équivalent au paiement de l'impôt. Toutefois, celui-ci laisse les investisseurs dans une grande incertitude. Le niveau de la corruption impacte les coûts administratifs vus que les politiciens veulent bénéficier des rentes supplémentaires en dépit des autres. En utilisant les variables institutionnelles de Kaufman et al. (1999), Daude et Stein (2001) montrent les effets significatifs de cinq (5) indicateurs y compris la corruption sur l'entrée des délocalisations de services. Dans cette même perspective, Nkendar (2007), dans une étude sur les pays de l'Afrique subsaharienne conclut que les niveaux excédents de la corruption dans la plupart de ces pays découragent les investisseurs.

2- Les déterminants des délocalisations de services

Sur le plan théorique, il existe un tas des facteurs des délocalisations de services. Un panel des différentes pensées émanent de la théorie ricadienne plus précisément celle des avantages relatifs.

La conception des économistes libéraux se reposait par le fait que la localisation des industries entre les pays dépendait de leurs dotations factorielles. Ils rebondissaient plus sur les coûts de facteurs de production. Adam Smith (1776) dans sa théorie des avantages absolus, nous fait savoir qu'un pays doit se spécialiser en fonction des facteurs de production dont elle produit en dépensant moins de coûts par rapport aux autres pays. Cette théorie sera remise en cause par David Ricardo (1817) qui va remarquer qu'il y'a des pays qui ne disposent pas d'avantages en termes de coûts mais ces pays doivent bien évidemment participer au commerce international, c'est ce qu'il va qualifier des coûts relatifs. Le modèle

Heckscher -Ohlin- Samuelson (1950) est un prolongement du modèle ricardien. Ils vont mettre un accent sur les dotations factorielles. L'idée de cette théorie est que les pays doivent exporter les facteurs de production dont il dispose le plus. Cependant, cette théorie sera remise en cause par Leontief dans le cas de l'Amérique car il va constater que les américains vont exporter le travail mais ils disposent d'une abondance du facteur capital. C'est ce qu'on appelle le paradoxe de Leontief⁷.

L'appréhension de ces théories nous permet de comprendre que les délocalisations constituent l'un des facettes pour exploiter un marché international. Néanmoins, la théorie ricardienne se basait sur l'immobilité des facteurs de production, devient un mythe actuellement vu que ces derniers deviennent aussi actifs à l'international de même que les marchandises.

Il va falloir trouver une autre théorie qui s'adapte avec le contexte économique actuel. Mehta et al. (2006) présume que la théorie des coûts de transaction explicite le choix de délocalisations des firmes. Il faut noter que la notion de coût de transaction a été d'abord développée par Ronald Coase (1937) et ensuite développée par Williamson (1975). Il est intéressant de décortiquer ce fameux concept. Le coût veut dire une charge et la « transition » a été empruntée par John Commons. Au sens littéral, le coût de transition veut dire une charge liée à un échange économique, plus précisément un échange sur le marché. La notion de coût de transaction reflète en quelque sorte le mode de gouvernance à adopter. La transaction exige la présence d'un actif spécifique à la production du bien objet de l'échange. Ainsi, un niveau de spécificité important engendre une production de l'activité en interne. Néanmoins, un degré d'incertitude élevé augmente les coûts de transactions supplémentaires. Ajoutons à ce qui précède, les firmes ont peur de la chute de leur fournisseur mais aussi du non engagement de l'intérêt.

En outre, Mehta et al. (2006) vont mettre un accent essentiel sur les compétences. Selon elles, les firmes ne doivent pas seulement se préoccuper à la minimisation du niveau de salaire au détriment des pertes liées à une mauvaise main d'œuvre. Cet avis a été aussi partagé par (Bunyaratavej et al. 2007), car à son sens, les activités de services nécessitent assez de connaissance et de l'information que les machines. Nous apercevons que le capital humain constitue un facteur intéressant des délocalisations de services par le simple fait qu'elles exigent plus l'individu que le matériel. Le capital humain est donc crucial pour les activités de délocalisations de services par rapport au secteur manufacturier vu que le personnel joue un rôle adéquat. L'idée est que dans un pays où le niveau de capital humain est trop élevé, ce pays bénéficie plus des délocalisations de services par rapport à un pays dont le niveau d'éducation est très faible. Comme le cas de la

⁷ Cité par Cedras J. (1958).

Thaïlande qui a su bénéficier des délocalisations grâce sa forte main d'œuvre qualifiée. D'ailleurs, Quinn (1992) déduit que les firmes doivent internaliser les activités concernées par ses compétences centrales et délocaliser les autres activités jugées souvent supplémentaires.

Par ailleurs, la réduction des coûts comme l'indique Coward (2003) ne doit pas se traduire par une baisse de la qualité bien au contraire, elle doit s'accompagner d'un maintien de la qualité. Il sied d'appréhender quelques facteurs important comme les infrastructures de communication, la stabilité du pays hôte mais aussi la distance physique, culturelle et temporelle constituent des facteurs adéquats pour l'attractivité des délocalisations de services.

Pour l'environnement, l'infrastructure physique qui est constituée des autoroutes, les chemins de fer et bien d'autres ont été remplacés par les infrastructures de communication pour les services (Bunyaratavej et al. 2007).

Quant aux institutions, elles sont essentielles. Selon Michalet (1999), la stabilité politique ou la confiance constitue le seul déterminant qui permet à un pays de se positionner dans la « short list » c'est-à-dire la liste des pays qui reçoit au moins 1 milliard de dollars américain chaque année. Ainsi, si un investisseur s'est rendu compte même ses biens les plus élémentaires ne sont pas protégés, ce dernier ne pourrait investir.

Intéressons-nous maintenant en ce qui concerne la distance culturelle qui est à notre sens un facteur indispensable. Si un investisseur chinois veut investir au Maroc par exemple, ce dernier aura pas mal de difficultés car la population marocaine parle français. Cependant, une firme française ou belge n'aura pas assez de lacunes par exemple au Maroc vu que le peuple marocain parle français.

En outre, la taille du marché généralement mesurée par le PIB par tête du pays (Ndouniama Oniongui, V et al. 2021). Dans ce présent article, étant donné que nous travaillons sur les pays en voie de développement, ces pays ont la possibilité de recevoir les délocalisations. A cela, un PIB par habitant important va permettre aux investisseurs de développer la stratégie de marché. Selon (Désiré et Emmanuel, 2013), le PIB reste un indicateur intéressant des IDE. Notons aussi que le taux de change est un déterminant très pertinent vu que les investisseurs notamment américains ou européens dont leurs monnaies sont généralement supérieures à la monnaie des pays auxquels ils veulent investir, leurs incitent davantage à investir car ces pays ont une faible valeur de monnaies.

Ensuite, nous avons le niveau d'inflation mesuré souvent par l'indice du prix à la consommation est aussi primordial. En effet, les investisseurs aiment investir dans les pays où le niveau d'inflation est très bas.

Soulignons que la croissance économique est aussi indispensable car elle montre l'état de santé de l'économie via généralement ses taux de croissance. Enfin, le taux d'intérêt réel est aussi l'un des déterminants crucial car les investisseurs préfèrent produire là où le taux d'intérêt est bas pour vouloir emprunter en cas de faillite.

3-Etude sur le terrain de la bonne gouvernance et les délocalisations de services en Afrique du Nord

3-1-La bonne gouvernance

D'après le Bureau du recensement des Etats-Unis⁸, l'Afrique du Nord est constituée de cinq (5) pays: le Maroc ; l'Algérie ; la Tunisie, la Lybie et l'Egypte. Il est question dans cette partie de pouvoir utiliser la base de données de Daniel Kaufman qui contient six indicateurs pour la période 2000-2019. Soulignons que les valeurs comprises entre -2,5 à 0 reflètent une mauvaise institution et de 0 à 2,5 renvoient à une bonne institution. Mentionnons que quand nous approchons de - 2,5 cela signifie que le pays a une mauvaise institution. Le contraire est aussi juste par le simple fait si nous approchons vers 2,5 cela signifie que le pays a des bonnes institutions. Et en suivant Bannaga et al, (2013), nous avons calculé la valeur moyenne de chaque composante de la gouvernance pour chaque pays.

Le tableau 1 : le score moyen des composantes de la gouvernance pour chaque pays durant la période d'étude

Cod e pays	CC	QR	RD	EG	SP	VR
ALG	- 0,2701821 74	- 0,1790886 2	- 0,1511328 5	- 0,1327726 2	- 0,3922022 4	- 0,6520388 3
EGY	- 0,6181368 1	- 0,9468282 5	- 0,7800337 4	- 0,5595413 6	- 1,2068886 8	- 0,9444427 9
MA R	- 0,0927674 4	- 0,1820519 8	- 0,0236965 3	0,1885835 4	- 0,3268019 8	- 0,5550459 8

⁸ C'est une administration publique américaine subordonnée au département du commerce des Etats-Unis.

TUN	- 0,6225287 6	- 0,5350166 6	- 0,2946283 8	- 0,5098390 6	- 0,9787865 3	- 1,1284286 1

Source : calcul de l'auteur d'après la base de données des indicateurs de gouvernance de la banque mondiale

Avec ALG : l'Algérie ; EGY: Egypte ; MAR : Maroc ; TUN : Tunisie ; CC : Contrôle de la corruption ; RQ : qualité réglementaire ; RL : règle de droit ; EG : Efficacité gouvernementale ; SP : Stabilité politique ; VR : Voix et responsabilité.

Au travers des résultats de ce tableau, nous remarquons d'une manière limpide que la Tunisie et l'Egypte ont des scores les plus faibles parmi les quatre pays de notre étude. Cependant, le Maroc et l'Algérie, ont des scores plus intéressants que les deux (2) autres pays. Toutefois, seul le Maroc qui a pu se démarquer de ces trois en ayant au moins un signe positif au niveau de l'efficacité gouvernementale.

En ce qui concerne le contrôle de la corruption qui mesure les perceptions de la corruption classiquement définie comme l'exercice du pouvoir politique à des fins privées. Malgré cette focalisation directe, l'aspect particulier de la corruption mesurée par les différentes sources diffèrent d'une source à une autre c'est-à-dire le score que nous aurons dans la base de données de Transparency International va se différencier à celles de Kaufman. Dans notre cas, tous les pays de notre échantillon font face à un contrôle trop faible. Cela renvoie à dire que la corruption est présente dans ces pays. Prenons le cas de la Tunisie qui a un score le plus élevé dans notre étude, nous pouvons dire que les agents économiques se corrompent entre eux que l'Etat n'arrive pas à bénéficier des entrées massives des capitaux. Comme le pense Nkendah (2007) que la corruption décourage les investisseurs.

Pour la qualité réglementaire qui mesure les charges imposées par un règlement excessif dans le commerce international. Dans notre échantillon, seul l'Algérie qui a un score moyen négatif de -0,17. Cependant, dans les autres pays comme l'Egypte qui a un score qui tend vers -2,5 en l'occurrence -0,94 ce qui reflète les charges imposées par le commerce international est élevé. Cette condition décourage les investisseurs car plus le taux d'ouverture d'une nation est important plus le pays attire plus les délocalisations.

La règle de droit mesure la confiance des agents économiques vis-à-vis de la loi. Tous nos pays font face à des scores négatifs. Selon le baromètre arabe 2012-

2014, moins d'un quart des marocains et marocaines interrogés considèrent que leur système judiciaire est performant alors qu'en Jordanie ou en Koweït par exemple, ce sont plus de trois tiers des personnes questionnées qui jugent faiblement leur justice.

Un autre point de dysfonctionnement concerne l'inefficacité des gouvernements des pays de l'Afrique du Nord. Les politiciens ne sont pas toujours bien entourés. Leurs conseillers sont dans la plus part des cas choisis selon les critères de clientélisme et non de compétences. Parmi tous nos pays c'est surtout le Maroc qui consenti assez d'efforts en réalisant un score moyen de 0,18.

La stabilité politique demeure fragile en Afrique du Nord en raison de la vulnérabilité des conditions sociales et surtout l'ineffectivité des réformes politiques. Ajoutons aussi le printemps arabe qui a eu lieu en Tunisie en 2009. Quelques pays comme le Maroc et l'Algérie essaient de s'améliorer sur ce point.

Tous nos pays font preuve d'une voix et responsabilité négative. Notons que la voix et responsabilité est un indice qui permet de mesurer la liberté civile, les droits politiques ainsi que les aspects politiques. Il mesure aussi la manière dans laquelle les citoyens peuvent choisir leurs gouvernements et l'indépendance des médias. Dans la majorité des pays de notre échantillon comme l'Egypte et la Tunisie pendant les élections c'est la fraude, la tricherie des voix. Donc ce n'est pas les électeurs qui choisissent leur président.

3-2. Les délocalisations de services en Afrique du Nord.

Dans cette partie, il serait question de connaître pourquoi ces pays attirent plus des délocalisations de services que les autres.

Et donc, nous allons comparer en quelque sorte le coût salarial de chaque pays en se basant sur son SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti). Ce SMIG sera comparé au SMIG français. Le choix porté sur la France s'explique par le fait qu'une grande partie des délocalisations au sein de cette zone provient de ce pays.

En outre, nous allons considérer le SMIG de l'année 2019. Le choix de cette date s'explique par le fait qu'elle est récente et fait partie de notre dernière année d'étude.

Le tableau suivant va tout illustrer. Notons aussi que ce déterminant est le facteur le plus crucial des délocalisations de services comme on a su bien montrer ci-dessus.

Tableau 2 : le niveau de salaire

Pays	SMIG en 2019
France	1521,22 euros ⁹
Maroc	288,68 euros
Algérie	137,45 euros
Tunisie	135,24 euros
Egypte	29,83euros

Source : auteur via les données du Bureau International du Travail et du Haut-Commissariat au plan au Maroc

Au travers de ce tableau, nous constatons que le SMIG français représente respectivement 5,26 du SMIG marocain ; 11,06 du SMIG algérien ; 11,24 du SMIG tunisien et enfin 50,99 du SMIG Egypte. Et donc un investisseur occidental notamment français n'aura pas assez de difficultés pour accéder à ces marchés vu que le coût qu'il payera sera moins coûteux par rapport à ce qu'il devrait payer à un employé dans son pays d'origine. Nous pouvons dire en quelque sorte c'est la raison immense que cette partie du monde bénéficie plus des délocalisations de services françaises.

4- La méthodologie

4-1-Modèle économétrique

La méthodologie retenue pour cette étude économétrique est celle des données de panel. Les données de panel est une forme de régression multiple qui tient dans son analyse deux dimensions : individuelle (pays, région, entreprise, consommateur, région, etc.) et l'autre temporelle. Une étude portée sur une seule année (par exemple 2019), ses résultats sont pertinents, mais nous ne savons pas si nous aurons les mêmes résultats les années à venir. De même, si nous considérons sur un seul individu et nous faisons son étude sur un certain nombre d'années, certes nous aurons les résultats adéquats mais cela ne sera pas les mêmes pour les autres individus car chaque individu à un comportement. C'est pour cela, les études de panels sont très importantes car elles tiennent compte de deux (2) dimensions à la fois : temporelle et individuelle. Il faut signaler que les données de panels donnent les résultats précis parce qu'elles contiennent un grand nombre d'observations. Sachant ses avantages que donnent les études de panel, notre choix est porté sur cette forme d'études.

⁹ 1 euro = 1,14 dollar US (pour avoir ces différentes valeurs, nous avons converti la valeur de 2019 de chaque pays en euro).

4-1-1 Choix de l'échantillon

Deux raisons principales conditionnent le choix de notre échantillon. Premièrement ces pays ont des mêmes ressemblances notamment en termes de la bonne gouvernance qui renvoient aux mêmes faits historiques partagés en l'occurrence le printemps arabe en 2009. Nous soulignons aussi que les pays d'Afrique du Nord souffrent des mêmes problèmes institutionnels qui sont liés à la difficulté de passer du modèle traditionnel basé sur des règles informelles et interpersonnelles à un modèle formel. Deuxièmement, les pays d'Afrique du Nord reçoivent plus des délocalisations de services sous-forme d'IDE que les autres régions en Afrique (Nkoa B. et Song J., 2018).

Il est important de noter que nous n'allons pas travailler sur les cinq pays d'Afrique du Nord vu l'absence des données pour la Libye qui connaît présentement des guerres.

4-1-2 Sources de données

Plusieurs bases de données ont été utilisées dans ce travail par exemple, pour les délocalisations de services qui sont représentées par l'exportation de services, ses données émanent de la banque mondiale. Le niveau de salaire, les données proviennent du Bureau International du Travail et du Haut-Commissariat au Plan. Enfin, la croissance économique et le capital humain les données dérivent de la banque mondiale.

4-1-3 Choix de variables

D'après Les soubassements théoriques des déterminants des délocalisations de services et les études empiriques, notre étude parvient à retenir les variables qui permettent d'expliquer les effets de la bonne gouvernance sur les délocalisations de services en Afrique du Nord. Ces variables sont les suivantes :

- Les délocalisations de services (DS): pour mesurer ces dernières, Van Welsum et Vickery (2005) suggèrent de se baser sur les exportations de services pour des pays qui reçoivent les délocalisations (Ech-Chbani A., 2012);
- Le capital humain (CAP): est un facteur crucial car les investisseurs préfèrent investir non seulement là où le salaire est faible mais aussi et surtout là où la main d'œuvre est qualifiée;
- Le coût de la main d'œuvre (MO) : pour le mesurer, nous avons utilisé le salaire minimum interprofessionnel garanti. C'est le déterminant le plus

approprié concernant les délocalisations de services. Néanmoins, les pays d'Afrique du Nord, sont des pays en voie de développement, leurs salaires sont dans la plupart des temps très faibles par rapport aux USA, le Japon et l'Union Européenne;

- La croissance économique : elle montre le niveau de la productivité d'un pays;
- La bonne gouvernance : selon Ullah et al. (2017), les variables institutionnelles sont fortement corrélées entre eux, d'où l'idée de faire un indice composite qui contient tous ces indicateurs;
- Taux de change : les pays en voie de développement offre un climat propice des délocalisations de services. Il est certain que cette sous-évaluation leur permet d'intégrer le marché mondial.

Tableau 3 : signes

Variables	Exportation de services
Croissance économique	+
Le niveau de salaire	-
Le capital humain	+
Indice composite	+
Taux de change	-

Source : auteur

4-2-Etude de la normalité

Le tableau ci-après donne une description sommaire de ces variables. Soulignons que la normalité est un prétraitement et permet d'enlever les doubles valeurs.

Tableau 4 : étude de la normalité

	DS	SAL	LOGTX	LOGCE	IP	CR
Mean	0.039266	147.6602	2.262759	14.90962	- 0.012763	3.710089
Median	0.046158	154.5000	2.116043	14.93126	0.200000	3.533423
Maximum	0.361712	329.1000	4.782090	16.05769	1.500000	7.574632
Minimum	- 0.362571	5.700000	0.208754	13.82343	- 1.140000	- 1.917696
Std. Dev.	0.137348	81.86972	1.443603	0.732775	0.791115	1.810650
Skewness	- 0.559442	- 0.172542	0.342291	0.093509	0.020224	0.001382
Kurtosis	3.386848	2.537048	2.010893	1.735660	1.786515	3.267701
JB	4.438250	1.055791	4.582125	5.172847	4.668246	0.226959
Prob	0.108704	0.589845	0.101159	0.075289	0.096895	0.892722

Source : élaboré par l'auteur via Eviews

On peut remarquer que toutes nos variables suivent la loi normale vu que leur probabilité de Jarque Bera est supérieure à 5%.

4-3-Etude de la corrélation

L'étude de la matrice des corrélations a pour objectif de détecter les problèmes de colinéarité entre les variables exogènes. En effet, la méthode la plus rapide pour repérer la colinéarité consiste à rebondir sur les éléments non-diagonaux de la matrice de corrélation des variables explicatives.

Tableau 5 : étude de la corrélation

	DS	SAL	LOGTX	LOGCE	IP	CR
DS	1	- 0.0313693 39369625 03	- 0.0652497 92553698 2	0.0138440 16486285 41	0.1617479 51804455 6	0.3783037 34863088 1
SAL	- 0.0313693 39369625 03	1	0.0861470 53651108 21	- 0.5816701 66231772 9	0.3077345 12207394 3	- 0.1976246 53868466 7
LOGTX	- 0.0652497 92553698 2	0.0861470 53651108 21	1	0.4641571 13301792 7	- 0.8080232 9815187	- 0.0297401 45282047 74
LOGCE	0.0138440	-	0.4641571	1	-	0.1603819

GC A	16486285 41	0.5816701 66231772 9	13301792 7		0.7211318 63682819 8	68250781 4
IP	0.1617479 51804455 6	0.3077345 12207394 3	- 0.8080232 9815187	- 0.7211318 63682819 8	1	0.0903189 89967176 94
CR	0.3783037 34863088 1	- 0.1976246 53868466 7	- 0.0297401 45282047 74	0.1603819 68250781 4	0.0903189 89967176 94	1

Source : élaboré par l'auteur via Eviews

Il n'existe pas une relation de corrélation entre nos variables car aucune corrélation entre les variables explicatives n'est supérieure à 0,8. Par conséquent, on peut passer à la spécification du modèle.

4-4-Spécification du modèle

4-4-1-Etude de stationnarité

Il est primordial avant d'estimer le modèle, il faut tout d'abord passer par le test de stationnarité. Lorsque l'on affine à des séries chronologiques, le problème majeur consiste à savoir si la série est stationnaire ou non. Celle-ci est plus appropriée pour les données de panel vu leur taille de l'échantillon qui est largement supérieure à trente (30) observations. Le test que nous allons utiliser est celui de Phillips-Perron.

Les hypothèses du test sont :

H_0 : présence de racine unitaire : série non stationnaire

H_1 : absence de racine unitaire : série stationnaire

Tableau 6 : Stationnarité

Variables	A NIVEAU	EN DIFFERENCE PREMIERE	ORDRE
DS	0,0000***		I(0)
SAL	0,2308	0,0001***	I(1)
LOGCA	0,5397	0,0002***	I(1)
CR	0,0001***		I(0)
LOGTX	0,9840	0,0026***	I(1)
IP	0,0036***		I(0)

***, **, * variable stationnaire respectivement à 1%, 5% et 10%

Source : élaboré par l'auteur via Eviews

Nous remarquons que nous avons les variables qui sont stationnaires d'ordre 0 et 1. Aucune série n'est donc intégrée d'ordre deux I (2) ou plus. Ce qui est primordial pour l'application de la modélisation de Panel ARDL.

4-4-2- Vérification de la forme de Panel

Il est crucial cette étape car cela nous permet de connaître si nous allons faire une régression multiple avec tous les pays (hétérogénéité partielle) ou une estimation par pays (hétérogénéité totale).

Tableau 7 : Spécification du test de HSIAO

HYPOTHESE	F-STAT	P-VALUE
H1	1.451032	0.148017
H2	1.512109	0.135290
H3	1.027806	0.385979

Source : élaboré par l'auteur via Eviews

Notre H_1 est supérieure à 0,05 donc nous avons un modèle Pooled. Économétriquement, il y a homogénéité c'est-à-dire tous les termes constants et les coefficients sont identiques. Économiquement, les pays étudiés sont les mêmes, d'ailleurs ce résultat confirme aussi le choix de notre l'échantillon.

4-4-3-Estimation VAR : détermination du retard optimal

Pour le choix du nombre des retards optimaux pour l'estimation du modèle Panel ARDL, nous avons estimé ce modèle pour déterminer le retard optimal en se basant sur les critères d'information d'Akaike (AIC) et Schwarz (SIC). Les résultats fournis dans le tableau ci-dessous nous permettent de se restreindre à un seul retard pour notre modèle puisque le critère SIC est minimal à ce niveau (voir tableau 8).

Tableau 8 : retard optimal

Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC
0	-1025.313	NA	125588.1	34.44375	34.72300
1	-523.5218	853.0444	0.058775*	19.85073	22.36394*
2	-466.9439	81.09500	0.083963	20.09813	24.84531
3	-400.6412	77.35315	0.105411	20.02137	27.00252
4	-301.4739	89.25054*	0.063305	18.84913*	28.06425

Source : élaboré par l'auteur via Eviews

4-4-4-Estimation du modèle de Panel ARDL PMG en système

Après avoir déterminé le retard optimal qui est fixé à un seul retard, nous procédons à l'estimation du modèle Panel ARDL. Notre modèle se présente de la manière suivante :

$$\Delta DSt = b_0 + b_1 DSt-1 + b_2 CRt-1 + b_3 IPt-1 + b_4 LOGCat-1 + b_5 LOGTXt-1 + b_6 SALT-1 + \sum_{i=1}^p \beta_i \Delta DSt - 1 + \sum_{i=1}^p \gamma_i \Delta CRt - 1 + \sum_{i=1}^p \delta_i \Delta IPt - 1 + \sum_{i=1}^p \mu_i LOGCat - 1 + \sum_{i=1}^p \omega_i LOGTXt - 1 + \sum_{i=1}^p \nu_i SALT - 1 + et$$

Avec :

Délocalisations de services : DS

Croissance économique : CR

Indice composite politique : IP

Capital humain : CA

Taux de change : TX

Salaire : SAL

b_0, \dots, μ_i sont des coefficients

4-4-5-Estimation du modèle de Panel ARDL PMG en système à court-terme

Vu que notre échantillon est de petite taille, nous allons estimer notre modèle par le biais du Panel ARDL PMG en système qui est spécifique aux données de Panel de petite taille. Ce modèle permet de différencier les relations à court-terme de chaque pays vu l'hétérogénéité dont chaque pays présente mais nous aurons une seule relation à long-terme de tous nos pays d'étude. Autrement formulé, nous allons estimer à part chaque pays à court-terme.

Tableau 9: short Run Equation ARDL PMG en système pour le Maroc (1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1)

Variables	Coefficient	Std.Error	T-Statistic	Prob
COINTEQ01	-0,82	0,01	-46.7	0.0000***
D(SAL)	-0,0006	1.90E-07	-3239.177	0.0000***
D(LOGTX)	-1.31	0.05	-24.21	0.0002***
D(LOGCA)	0.73	0.03	19.19	0.0003***
D(IP)	-0.007	0.006	-1.12	0.3439
D(CR)	-0.008	4.65E-05	-174.1036	0.0000***
C	2.57	1.83	1.40	0.2560

Source : auteur via Eviews

Tableau 10: short Run Equation ARDL PMG en système pour l'Algérie (1, 1, 1, 1, 1, 1, 1)

Variables	Coefficient	Std.Error	T-Statistic	Prob
COINTEQ01	-1,39	0,01	-76.30	0.0000***
D(SAL)	0,001	2.43E-07	5893.145	0.0000***
D(LOGTX)	-0.87	0.03	-22.53	0.0002***
D(LOGCA)	0.61	0.09	6.59	0.0071***
D(IP)	-0.37	0.01	-22.36	0.0002***
D(CR)	0.01	8.44E-05	225.44	0.0000***
C	4.11	5.19	0.79	0.4861

*Source : auteur via Eviews***Tableau 11: short Run Equation ARDL PMG en système pour la Tunisie (1, 1, 1, 1, 1, 1, 1)**

Variables	Coefficient	Std.Error	T-Statistic	Prob
COINTEQ01	-0,54	0,02	-18.22	0.0004***
D(SAL)	-0,004	2.67E-05	-153.03	0.0000***
D(LOGTX)	-1.56	0.53	-2.92	0.0615*
D(LOGCA)	1.51	0.51	2.94	0.0601*
D(IP)	-0.10	0.01	-10.53	0.0018***
D(CR)	0.03	0.0001	266.33	0.0000***
C	1.85	0.76	2.41	0.0947*

*Source : auteur via Eviews***Tableau 12: short Run Equation ARDL PMG en système pour l'Egypte (1, 1, 1, 1, 1, 1, 1)**

Variables	Coefficient	Std.Error	T-Statistic	Prob
COINTEQ01	-0,67	0,07	-9.45	0.0025***
D(SAL)	0,0005	4.77E-06	121.1232	0.0000***
D(LOGTX)	0.29	0.14	2.01	0.1369
D(LOGCA)	-0.36	0.86	-0.42	0.7024
D(IP)	0.23	0.04	5.14	0.0142**
D(CR)	0.06	0.001	45.01	0.0000***
C	2.43	1.97	1.23	0.3046

Source : auteur via Eviews

Tableau 13 : long Run Equation ARDL PMG en système (1, 1, 1, 1, 1, 1, 1)

Variables	Coefficient	Std.Error	T-Statistic	Prob
SAL	0.001	0.0005	2.95	0.0051***
LOGTX	0.09	0.086	1.07	0.2876
LOGCA	-0.24	0.101	-2.43	0.0190**
IP	-0.13	0.06	-2.19	0.0336**
CR	0.008	0.01	0.71	0.4801

Source : auteur via Eviews

5- Les résultats

En estimant via le modèle de Panel ARDL PMG en système à court-terme (1, 1, 1, 1, 1, 1, 1), les résultats montrent avec évidence que notre force de rappel est négatif et significatif pour le cas du Maroc cela renvoie à dire qu'il existe une relation de long-terme entre nos différentes variables. On s'aperçoit que le niveau de salaire est négatif et significatif cela renvoie à dire que toute augmentation de 1% du niveau de salaire va entraîner une hausse de 0,0006% des délocalisations de services ce qui nous permet de confirmer la théorie de Coward (2003) selon laquelle les investisseurs aiment investir dans les pays où le niveau de salaire est plus bas. C'est notamment le cas du Maroc dont le SMIG est 5, 26 fois moins faible par rapport au SMIG français. On remarque aussi que le taux de change est négatif et significatif cela confirme la théorie selon laquelle les pays en voie en développement offre un climat intéressant des délocalisations de services concernant leur monnaie. Il est évident avec cette sous-évaluation ces pays peuvent intégrer facilement le marché international (Ech-bani A, 2012). Par ailleurs, toute diminution de 1% du taux de change stimulera une accentuation de 1,31% des délocalisations de services au Maroc. Quant au capital humain qui est positif et significatif cela nous permet d'approuver les études de (Finlay et King, 1999), selon laquelle un seuil de capital humain élevé permet d'attirer les investisseurs qui veulent délocaliser leurs produits ou l'accès facile à une main d'œuvre qualifiée permet de réduire les coûts de transactions et donc toute augmentation de 1% du niveau de capital humain stimulerait 0,7% des délocalisations de services. Cependant, l'indice composite politique n'est pas significatif ce qui confirme les études de Peres et al. (2018) qui montre que les pays en voie de développement disposent une mauvaise qualité des institutions. Toutefois, le taux de croissance est négatif mais significatif cela permet de confirmer les études de (Ndouniama Oniongui, V. et Legssyer, M., 2021) qui prouvent que les pays qui dépendent généralement de leur matière première leur taux de croissance dépend de la fluctuation des prix de la matière première dont le prix est fixé sur le marché international. Vu que ce prix est fixé sur le marché international. Et donc toute augmentation du prix des matières premières sur le marché mondial fait à ce que ces pays puissent avoir des taux de croissance positifs. Néanmoins, toute baisse de ces prix sur le marché international stimule les taux de croissance négatifs. Pour le

cas du Maroc toute hausse de 1% du taux de croissance va réduire en quelque chose 0,0008% des délocalisations de services.

Pour le cas d'Algérie, on constate toujours que notre effet retour est négatif mais significatif cela reflète toujours une relation à long terme. A la différence du Maroc, dont le niveau de salaire était négatif et significatif. En Algérie, on remarque que son signe est positif et significatif cela veut dire qu'une augmentation de 1% du niveau de salaire va hausser 0,001% des délocalisations de services. Notons que le SMIG français représente 11,06 fois le SMIG algérien. Le taux de change est négatif et significatif ce qui est conforme à nos attentes c'est-à-dire toute diminution de 1% du taux de change stimulerait 0,87% des délocalisations de services. Néanmoins, une accentuation de 1% du capital humain engendrerait 0,61% des délocalisations de services. On constate que l'indice composite politique est significatif mais négatif cela veut dire une baisse de 1% de l'indice composite politique augmentera 0,37% des délocalisations de services. Contrairement au Maroc, au niveau du taux de croissance dont le signe était négatif mais significatif mais pour le cas d'Algérie, on constate une petite différence par le fait qu'il est positif et significatif autrement formulé un accroissement de 1% du taux de croissance conduira une explosion de 0,01% des délocalisations de services en Algérie. Notons que l'Algérie est un pays dont son économie dépend du pétrole.

Pour le cas de la Tunisie, une baisse de 1% du niveau de salaire entrainera une accélération de 0,004% des délocalisations de services. Précisons que le SMIG français est 11,24 fois que le SMIG tunisien. De son côté, un amortissement de 1% du taux de change augmenterait 1,56% des délocalisations de services. Quant au capital humain une accentuation de 1% du capital humain induirait 1,51% des délocalisations de services. Pour l'indice composite, une diminution de 1% de l'indice composite politique engendrera 0,10% des délocalisations de services. Enfin, une élévation de 1% du taux de croissance stimulerait 0,03% des délocalisations de services.

Quant à l'Egypte, un accroissement de 1% du niveau de salaire augmenterait 0,005% des délocalisations de services. Le SMIG français représente 50,99 fois le SMIG égyptien. Nous rebondissons plus sur la France car la plupart des délocalisations de ces pays proviennent de ce pays. Cependant, le taux de change et le capital humain ne sont pas significatifs. Le non significativité du taux de change s'explique par des variations énormes du taux de change égyptien. Relativement au capital humain, le taux d'alphabétisation en Egypte est plus important soit 68% chez les hommes et 46% chez les femmes (Politis, K., 2007). On s'aperçoit qu'ici l'indice composite est positif et significatif c'est-à-dire qu'une hausse de 1% de l'indice composite politique occasionnerait 0,23% des délocalisations de services. Et enfin, une accentuation de 1% du taux de croissance

engendrerait 0,06% des délocalisations de services en Egypte.

A long-terme, seul le niveau de salaire est un déterminant crucial d'attractivité dans cette zone dans la mesure où une augmentation de 1% du niveau de salaire stimulerait 0,001% des délocalisations de services.

En gros, à court-terme et à long-terme les pays de l'Afrique du Nord ont une mauvaise qualité de la bonne gouvernance ce qui s'explique notamment par l'instabilité politique connue sous le nom du printemps arabe en 2009 et nous confirmons les études de Peres et al (2018) portant sur l'impact de la qualité institutionnelle sur les investissements directs étrangers des pays développés et en développement. Leurs résultats certifient que les pays développés ont des bonnes institutions, cependant, dans les pays en voie de développement ce n'est pas le cas en l'occurrence les pays en Afrique du Nord qui font partis des pays en développement.

Toutefois, le niveau de salaire à court et à long-terme est un déterminant d'attractivité dans cette zone vu leur niveau de salaire plus bas par rapport à l'Union Européenne plus précisément la France. Par conséquent, les délocalisations de services en Afrique du Nord émanent du niveau de salaire. Cependant, la croissance économique, le taux de change ainsi que le capital humain sont des facteurs d'attractivité à court-terme et non à long-terme vu qu'à long-terme les investisseurs ne connaissent pas si le prix de la matière première va augmenter ou pas pour le cas de la croissance économique.

Deux (2) apports majeurs découlent dans ce présent papier, le premier est d'ordre méthodologique c'est-à-dire que nous avons fait l'indice composite qui représente en quelques sortes les six (6) variables dans un seul indice et puis nous avons utilisé le Panel ARDL PMG en système pour connaître l'influence de la bonne gouvernance sur les délocalisations de services. Un deuxième apport est d'ordre théorique dans la mesure où la revue de littérature nous a permis de connaître l'influence de la bonne gouvernance sur les délocalisations de services en Afrique du Nord.

6-Conclusion

Ce papier avait pour mission de connaître l'influence de la bonne gouvernance sur les délocalisations de services en Afrique du Nord durant la période 2000-2019. Pour y parvenir, nous avons utilisé l'analyse en composantes principales (ACP) pour avoir notre indice composite politique qui représente les six variables de la bonne gouvernance. Ensuite, nous avons procédé par l'estimation de l'économétrie des données de Panel ARDL PMG en système (1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1). Les résultats montrent qu'à court-terme la croissance économique, le capital

humain et le taux de change sont des facteurs qui attirent les délocalisations de services sur la période considérée. Néanmoins, le niveau de salaire est la seule variable qui attire les délocalisations de services à court et à long-terme en Afrique du Nord. Les recommandations de ce présent travail consistent à appeler les pays de l'Afrique du Nord à pouvoir améliorer leur qualité de la bonne gouvernance ainsi qu'à diversifier leur économie d'une part, et d'autre part à faire des formations intenses afin d'améliorer davantage leur main d'œuvre. Toutefois, par honnêteté, nous pouvons admettre aucun modèle économétrique ne peut-être sans critiques. Les défaillances portent non seulement sur la source des données utilisées, mais aussi et surtout sur la spécification modèle. Notons aussi que ce travail n'a pas pu recenser tous les déterminants des délocalisations de services comme la proximité culturelle et géographique, l'exonération fiscale et bien d'autres. Il serait pertinent pour des futurs travaux de vouloir intégrer les autres variables qui n'ont pas été étudiées dans ce travail et à utiliser d'autres modèles.

Références bibliographiques

Bannaga, A., Gangi, Y., Abdrazak, R. et Al-Fakhry, B. (2013), « The effects of good governance on foreign direct investment inflows in Arab countries », *Applied Financial Economics*, Vol.23, N°15, 1239-1247.

Bunyaratavej, Hahn and Doh (2007), « International offshoring of services: A parity study. *Journal of International Management* », Vol.13, N°1, pp.7-21.

Coase, R. (1937), « The nature of the firm », *Economica new series*, Vol. 4, N°16, p.386- 405.

Coward (2003), « Looking beyond India: Factors that shape the global outsourcing decisions of small and medium sized companies in America », *The Electronic Journal on Information Systems in Developing Countries*, Vol.13, N°11, p.1-12.

Cedras, J. (1958), « Le paradoxe de Léontief et la théorie de la spécialisation internationale », *Révue économique*, Vol.9, N°4, pp.577-611.

Daude, E. and Stein, C. (2001), « The Quality of Institutions and Foreign Direct Investment », *Inter-American Development Bank*, March.

Désiré, A. et Emmanuel, O.(2013), « Why Foreign Direct Investment Goes Towards Central Africa? », *Journal of Economics and Sustainable Development*, Vol.4, N°9, p.1-9.

Dunning, J. (1993), « *Multinational Enterprises and the Global Economy* », Wokingham, England and Reading, Mass: Addison Wesley.

Easterly, W. (2005), « National Policies and Economic Growth: a Reappraisal », In Aghion P. et Durlauf SN, (eds.), *Handbook of Economic Growth*, Vol. 1A, Chapter 15. North-Holland, Elsevier.

Ech-Chbani, A. (2012), « Délocalisations de services vers le Maroc : déterminants et impact sur la croissance économique », *Economie et gestion*, Maroc, Université Ibn Zohr, p.1-324.

El Mouhoub Mouhoub (2006), « Mondialisation et délocalisation des entreprises », Paris, La Découverte.

El Morchid, B. (2010), « La qualité des institutions constitue-t-elle une barrière à la relance économique ? », *Faculté de Droit*, Marrakech, p.1-18.

Finlay, P. and King, R. (1999), « IT Outsourcing: A Research Framework », *International Journal of Technology Management*, Vol. 17, N°1–2, p.109–28.

FMI (2010), « Le FMI et la bonne gouvernance », *Fiche Technique du Département des Relations Extérieures du FMI*, Washington.

Kaufman, D., Kraay, A. and Zoido-Lobaton, P. (1999), « Aggregating Governance Indicators », Washington, World Bank.

Mehta, Armenakis and Irani (2006), « Challenges and opportunities of business process outsourcing in India », *Journal of Labor Research*, Vol.27, N°3, p.323- 338.

Michalet, A. (1999), « La séduction des nations ou comment attirer les investissements », *Economica*, Paris.

Ndouniama Oniongui, V., Kouchad, I. et Dinar, D. (2021), « L'impact de la bonne gouvernance sur les investissements directs à l'étranger en Afrique du Nord », *Alternatives Managériales Economiques*, Vol.3, N°3, p.560-580.

Ndouniama Oniongui, V. et Legssyer, M. (2021), « Les effets des institutions sur la croissance économique : cas de l'Afrique centrale », *Dossiers de Recherches en Economie et Management des Organisations. Revue Scientifique Spécialisée* éditée par : Laboratoire Interdisciplinaire de Recherches Economiques Econométriques et Managériales et Département Des Sciences Economiques.

Nkendah, R. (2007), « Bonne gouvernance et investissements directs étrangers (IDE) en Afrique sub-saharienne à l'ère de la mondialisation des économies : le cas des pays de la CEMAC », *Colloque IDEAL sur Gouvernance : quelle pratiques promouvoir pour le développement économique de l'Afrique ?*, Université Catholique de LILLE.

Nkoa, B. et Song, J. (2018), « La qualité des institutions réduit-elle la volatilité des investissements directs étrangers en Afrique ? », *Mondes en developpement*, Vol.183, N°3, p.113-131.

North, D. (1993), « Institutions and Economic performance », in Gustafsson B., Knudsen C., (eds.), *Rationality, Institutions and Economic Methodology*, Routledge.

QUINN (1992), « The Intelligent Enterprise: A New Paradigm », *Academy of Management Executive*, Vol. 6, p.48-63.

Peres, M., Ameer, W. et Xu, H. (2018), « The impact of institutional quality on foreign direct investment inflows : Evidence for developed and developing countries », *Economic Research-Ekonomska Istrazivanja*, Vol.31, N°1, p.626-644.

Polese, M. (1994), « Economie urbaine et régionale : Logique spatiale des mutations économiques », *Economica*, Paris.

Politis, K. (2007), « Principales caractéristiques du marché du livre en Egypte », *Bureau International de l'Edition française*.

Ricardo, D. (1817), « On the principles of political economy and taxation », *Trad.francaise*, Calmann-Lévy, Paris, 1972.

Soman, K., Ndouniama Oniongui, V. et Hachemi, B. (2021), « Développement financier: cas des pays de la zone UEMOA (Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Mali) », *International Journal of Financial Accountability, Economics, Management, and Auditing*, Vol.3, N°4, 489-499.

Ullah, I. and Khan, M. (2017), « Institutional quality and foreign direct investment inflows: Evidence from Asian countries », Journal of Economic Studies, Vol.44, N°6, p.1030-1050.

WEI, S. (1997), « Why is Corruption so Much More Taxing than Tax? Arbitrariness Kills» NBER Working Paper 6255.

WEI, S. (2000), « How taxing is corruption to international investors? », Review of Economics and Statistics, Vol. 0, 1:1-11.

Welsum, V. and Vickery (2005), « Potential Offshoring of Intensive using Occupations ». OECD Working Party on the Information Economy Report.

Williamson, O. (1975), « Markets and Hierarchies, Analysis and Antitrust Implications, New York, The Free Press.